

à celui d'autres donateurs, soit directement, soit par l'intermédiaire des organismes internationaux. Nous appuyons fortement le Programme des Nations Unies pour le développement et ceux de ses autres organismes de même que ceux du Groupe de la Banque mondiale. Nous avons souscrit aux capitaux de la Banque asiatique de développement. Grâce à l'établissement d'un fonds de fiducie spécial nous mettons à la disposition de l'Amérique latine, par l'intermédiaire de la Banque interaméricaine de développement des fonds considérables. Nous avons décidé récemment de collaborer à l'établissement d'une nouvelle banque de développement dans les Antilles du Commonwealth.

Les sociétés canadiennes sont naturellement libres de profiter comme les autres des occasions de mettre les fonds de ces organismes internationaux à bon usage. Ces organismes mettent près de deux milliards de dollars à la disposition des pays en voie de développement tous les ans. Étant donné ces possibilités de financement, les sociétés canadiennes ne devraient pas présumer trop vite que l'importateur dans un pays en voie de développement n'a pas accès aux devises dont il a besoin pour soutenir ses intérêts.

Notre programme d'aide nous offre un excellent et important moyen d'écouler nos ressources dans le "tiers monde". Un autre élément qui a probablement plus d'importance encore à longue échéance est l'empressement que manifestent les Canadiens à acquérir des intérêts dans les économies en voie de développement. Je veux parler ici de l'investissement direct. Au Canada, ce terme n'a qu'une seule face, il évoque surtout l'investissement des capitaux étrangers dans notre économie. Mais regardons l'autre face et voyons ce terme sous l'angle opposé: investissements du Canada à l'étranger.

Au dernier relevé de l'année 1964, l'actif du Canada à l'étranger s'élevait à un total de 13 milliards de dollars. Sur cette somme, les investissements privés, directs et de portefeuille totalisaient juste un peu moins de cinq milliards et demi, soit plus que le double des investissements du Canada à l'étranger 10 ans auparavant. Peu de Canadiens savent qu'au cours des trois dernières décennies, les investissements du Canada à l'étranger ont réellement augmenté dans une plus forte proportion que les investissements étrangers au Canada.

La plupart de ces immobilisations ont évidemment trouvé leur débouché aux États-Unis et dans les autres pays industrialisés. Mais à la fin de 1964, les investissements directs du Canada dans le tiers monde s'élevaient à plus d'un demi-milliard de dollars et ce chiffre augmentait dans une proportion de plus de 30 millions par an.

Les investissements par les entreprises canadiennes dans les pays sous-développés méritent notre approbation. D'abord, si nos tentatives en matière de développement sont couronnées de succès, et il faut que cela se produise, c'est tout à notre avantage de prendre place aux assises d'un marché dont le rythme de croissance sera sans doute le plus rapide du monde avant la fin du siècle. En l'an 2000, sur une population mondiale se chiffrant par les six milliards, plus de trois personnes sur quatre demeureront dans les pays connus sous le nom de "tiers monde". L'Amérique latine dont la population est présentement l'équivalent de celle du Canada et des États-Unis comptera alors au-dessus de 600 millions d'habitants, ce qui représente la moitié plus d'habitants que le Canada et les États-Unis réunis. Les pays en voie de